

ESCALADE DANS LE RACISME D'ETAT

Englué dans l'affaire Woerth / Bettencourt, dans le débat sur les retraites et dans la perspective d'une rentrée sociale chaude, le gouvernement de Sarkozy a trouvé une parade très classique : donner un nouvel essor à sa politique xénophobe. Politique xénophobe, et en même temps dirigée contre de nombreuses populations délaissées.

Les gens du voyage, dont beaucoup d'ailleurs sont de nationalité française, sont stigmatisés, et alors même que la majorité des communes, qui sont tenues de mettre en place des aires de stationnement ne le font pas et sont toujours hors la loi, le démantèlement de nombreux camps de Roms a été ordonné. Les jeunes « d'origine étrangère » ayant commis certains délits sont menacés d'être déchus de la nationalité française et de devenir ainsi apatrides. Et il est proposé que des parents de mineurs délinquants subissent de graves sanctions, dont jusqu'à 2 ans d'emprisonnement ...

L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) s'associe pleinement au tollé suscité par ces mesures et projets, contraires aux principes d'égalité affichés dans la constitution française, et appelle aux manifestations prévues le 4 septembre à Paris et dans de très nombreuses villes.

Ces menaces s'ajoutent à la politique anti-immigrés en cours, notamment contre les sans papiers et contre le droit d'asile.

Le plus grave outre des projets de loi anticonstitutionnels et antirépublicains, c'est la libération et la légitimation par le plus haut niveau de l'Etat d'une expression raciste « décomplexée » et dont il ne faut pas douter des conséquences meurtrières. Ce discours puise sa source comme le vichysme dans une racine raciste française qui s'exprimait librement dans la littérature et la presse française d'avant guerre.

Une partie importante des activités de l'UJFP étant orientée dans le soutien au peuple palestinien pour ses droits et sa dignité, nous sommes déterminés à ce que notre engagement pour un vivre ensemble entre Israéliens et Palestiniens - dans l'égalité, la justice et la reconnaissance des droits des Palestiniens- s'applique aussi à la France. Nous ne pouvons voir les valeurs de la devise républicaine aussi ouvertement bafouées, et le pays se rapprocher en fait des régimes discriminatoires tels que celui mis en place en Israël ! Nous ne pouvons accepter de voir les méthodes et les armes policières israéliennes importées sur le territoire français alors même que nous attendons du gouvernement français qu'il rappelle à Israël les valeurs universelles inscrites dans les déclarations des droits humains et sanctionne cet Etat qui les foule aux pieds. Tout comme nous attendons de ce gouvernement qu'il respecte la Constitution et les valeurs de liberté, de justice et d'égalité qu'elle proclame.

Bureau national de l'Union Juive Française pour la Paix le 7 août 2010

SOMMAIRE

- [p.1](#) Escalade dans le racisme d'Etat
- [p.2](#) Les dockers d'Oakland : « *Victoire !* »
- [p.3- 4](#) BDS : approfondissons le débat, maintenons l'unité
- [p.5-6](#) Etat d'Israël contre Citoyens d'Israël
- [p.7](#)
 - Un bateau français pour Gaza
 - Qui sommes nous ?
- [p.8](#) *Gazastrophe*, la souscription

UJFP expression

Actualités du BDS

MESSAGE DES DOCKERS D'OAKLAND : « VICTOIRE ! »

Suivi rapide de l'action d'aujourd'hui, 21 juin, sur les quais d'Oakland (Californie) : on a gagné !
(par Henry Norr)

Quelque chose comme 400 à 500 personnes - dont beaucoup sont venues aussi ce matin à 5 h 30, plus d'autres qui n'ont pas fait la première équipe - se sont présentées pour prendre le piquet de grève à 16 h. J'étais surpris qu'il n'y en ait pas plus :

J'avais cru qu'il y aurait plus de monde l'après-midi, avec le travail en cours sur le Bart, mais je suppose que même à l'ère d'Internet, il est difficile de sortir les gens en les prévenant seulement deux heures à l'avance.

Pourtant, il y avait plus de monde qu'il n'en fallait pour réorganiser les piquets de grève sur les trois portes qui mènent au quai où le navire israélien est venu mouiller ce matin. Devant le risque pour elle que des travailleurs refusent à nouveau de traverser le piquet de grève et que le médiateur se prononce encore en leur faveur, l'entreprise qui gère les docs (SSA - Stevedoring Services of America, qui tient aussi le port de Basra, en Iraq, depuis l'invasion US en 2003) a décidé d'annuler l'équipe du soir. Le navire a accosté pendant que nous installions le piquet de grève, et vraisemblablement, il sera déchargé demain (22 juin) - actuellement, nous n'avons pas les forces pour tenir un piquet de grève sans fin, et même si on le pouvait, on ne pourrait pas demander aux dockers d'arrêter le travail indéfiniment. Mais nous avons réussi à le retarder toute une journée, ce qui était exactement ce qu'on espérait.

Et alors qu'aucune chaîne de télé locale n'avait fait le piquet de ce matin à 5 h 30 - malgré un gros travail médiatique de sensibilisation du public - elles étaient là en masse cet après-midi. Les deux infos que j'ai attrapées cette nuit n'étaient pas trop mauvaises, même si elles donnaient un temps disproportionné aux DEUX contre-manifestants sionistes qui se tenaient là, de l'autre côté de la rue où est le piquet de grève cet après-midi, en train d'agiter des drapeaux israéliens. Depuis 23 h PDT (fuseau horaire) dimanche, Google News a trouvé à publier 284 infos sur notre action, et ce que j'en ai vu montre que la plupart - comme cette histoire du Groupe Bay Area News, qui inclut le *Oakland Tribune*, le *San Jose Mercury News*, et la plupart des autres journaux communautaires dans la région - sont justes, si ce n'est très ouvertes à notre action.

Dernière observation : la police d'Oakland était sortie en force avant l'aube, jusqu'à ce que nous dispersions notre rassemblement ce matin à 7 h, mais à part nous embêter pour qu'on se tienne en dehors de la rue, presque complètement déserte devant l'embarcadère, ils n'ont rien tenté contre le piquet de grève, même quand on a bloqué deux ou trois voitures qui essayaient de le traverser. En fait, la police n'était même pas en tenue anti-émeute, et certains des policiers laissaient tomber leurs habitudes et se faisaient polis. Changement complet par rapport à leur comportement, ici même, en avril 2003, quand nous avons appelé à un même piquet de grève les équipes du matin, pour protester contre un navire en cours de chargement de matériels destinés à l'invasion de l'Iraq, et les flics avaient répondu en cognant, sans la moindre provocation, avec tout une panoplie de jouets « qui ne vont pas jusqu'à tuer » qu'ils avaient perçus du Département de la Sécurité nationale, et notamment ces grenades « flashbang » (grenade incapacitante M84) et ces fusils qui tirent des chevilles de bois et des salves d'haricots.

Je n'oublierai jamais non plus cette action ni celle d'aujourd'hui, mais celle-ci est beaucoup plus satisfaisante !

mardi 22 juin 2010

traduction www.info-palestine.net

Texte original et vidéo sur <http://mondoweiss.net/2010/06/huge-outpouring-of-oakland-pickers-stop-unloading-of-israeli-ship.html>

Actualités du BDS

Cette lettre écrite par notre camarade Michel Warschawski est une réponse à un courrier intitulé « Réponse ouverte à une lettre ouverte adressée par BDS France à la CGT » écrite par Jean-François Courbe, membre du Conseil exécutif de la CGT et responsable des questions touchant à la zone euroméditerranéenne et au monde arabe. Vous trouverez un lien vers celle-ci sur notre site, à l'adresse <http://www.ujfp.org/uploads/298d6bc2-eb68-5013.pdf>

Approfondissons le débat, maintenons l'unité

(Réponse à une réponse sur la campagne BDS)

Cher camarade Jean-François,

Militant, en Israël, dans le cadre de Boycott from Within (Boycott de l'intérieur), ta prise de position, au nom de la CGT, sur cette campagne m'interpelle et me fais rebondir sur certaines de tes affirmations. On aura certainement l'occasion d'en discuter plus à fond à la Fête de l'Humanité, et en particulier à la table ronde sur le BDS (boycott, désinvestissement, sanctions).

Sur un point, au moins, nous sommes tout à fait d'accord, et il est, à mes yeux, le plus important: la nécessité de créer un mouvement et une mobilisation les plus larges possibles contre l'occupation/colonisation israélienne, en Europe comme en Israël. Ce qui implique, bien évidemment, une politique souple, capable de mettre en motion des gens et des organisations défendant des analyses et des positions variées. Je rejette catégoriquement une approche "centraliste" de la campagne, qui déciderait pour tous et toutes ce qu'il faut faire: les niveaux de conscience sont différents, les réalités locales le sont aussi, et à chacun et à chaque collectif de prendre ses responsabilités en fonction de ces réalités multiples. La campagne menée à Montpellier sur Agrexco est en ce sens exemplaire, car elle est en phase avec les spécificités locales liées au port de Sète et à Georges Freche.

En ce sens, la campagne de boycott des produits des colonies n'est pas "alternative" au BDS, mais une de ses variantes, de même que, autre exemple, la campagne belge contre Dexia. Il en est de même en Israël: Boycott de l'Intérieur n'organise pas un boycott des produits israéliens – on serait depuis longtemps morts de faim – mais donne sa caution, en tant qu'israéliens à la campagne BDS internationale. Comme tu le fais remarquer, le mouvement anti-colonialiste israélien n'a pas une position unanime sur cette question et j'ajouterais qu'au sein même des organisations qui le composent, s'expriment parfois des divergences, comme pour le Parti Communiste Israélien qui ne défend pas le BDS mais dont certaines dirigeantes sont très actives dans la coalition des femmes pour la paix qui est au cœur de la mobilisation en faveur du BDS

en

Israël.

Que la CGT ait fait le choix de boycotter les produits des colonies est une bonne chose, dans la mesure où ses centaines de milliers d'adhérents non seulement cessent d'acheter ces produits mais aussi sensibilisent autour d'eux sur la réalité de l'occupation et les méfaits de la colonisation, du moins nous l'espérons.

Ceci dit, la campagne BDS est une réponse à un appel palestinien, unissant toutes les composantes de la société palestinienne – y compris tous les partis et les confédérations syndicales – et en tant que tel c'est cet appel qui en fixe le cadre, même si, évidemment, chacun reste libre de l'appliquer (ou non) tel qu'il/elle l'entend. Le mouvement national palestinien après avoir renoncé à la lutte armée, a fait le choix d'une solution politique négociée par la diplomatie. Nous, mouvement de solidarité international et israélien, n'avons pas réussi à imposer à nos gouvernements de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour que celles-ci soient conduites de bonne foi et sur la base du Droit international, permettant ainsi au gouvernement israélien de faire trainer les choses pour continuer de plus belle sa stratégie de colonisation.

L'échec de la lutte armée (souhaite, il faut le reconnaître, par certaines composantes du mouvement de solidarité en entretenant l'amalgame entre lutte armée et terrorisme) et l'impasse du processus négocié ont poussé les palestiniens à adopter la stratégie offensive du BDS: il serait, à mes yeux, de très mauvais goût qu'on essaie, nous, de lui dicter la aussi des limites et des réserves.

Cette campagne internationale (et palestinienne) de BDS concerne l'Etat israélien et ses institutions, pas seulement ses colonies. Elle dit, pour faire court: Tant qu'Israël ne respecte pas le Droit international et les résolutions de l'ONU, tant qu'Israël est un Etat hors-la-loi, il doit être sanctionné, y compris par des procès contre d'éventuels crimes de guerre, le rappel d'ambassadeurs (comme l'a fait le Venezuela) et/ou par le désinvestissement et le boycott,

La CGT peut être en désaccord avec certaines de ces mesures, les trouver exagérées voire extrémistes, mais elle ne peut pas dénaturer le contenu de l'appel, unanime, de la société civile palestinienne qui est le cadre de la campagne internationale.

Ta "Réponse ouverte" ouvre en outre une série de questions politiques qui, pour le moins, posent problème: a) "La référence récurrente avec l'Afrique du Sud": toute comparaison a évidemment ses limites et chaque régime colonial ses spécificités, personne ne peut le nier. La référence s'applique néanmoins à minima dans la pratique d'un Etat qui

opprime une communauté sur une base ethnique ou nationale, fait de la séparation (apartheid en Afrikaans) et de la ségrégation des valeurs essentielles du régime et de son idéologie, viole à la chaîne les résolutions de l'ONU et les clauses de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme;

b) "L'utilisation généralisée du qualificatif d'apartheid": la aussi, s'il est important de montrer les différences avec l'apartheid sud-africain, l'existence de "réserves" (ce que Sharon appelait les "cantons") palestiniennes, la discrimination des droits sur une base ethnique ou nationale, et la centralité de la philosophie de séparation ont des résonances réelles avec l'apartheid;

c) "la centralité politique et le caractère non négociable du droit (...) de tous les réfugiés de retourner dans leurs maisons (...)" La, excuse moi, mais tu vas très loin dans la légèreté avec laquelle tu traite le Droit et les droits: il s'agit non seulement d'un droit humain de base mais d'une résolution de l'ONU votée, en 1948, y compris, on l'oublie, par Israël, régulièrement réitérée par l'immense majorité des Etats membres de l'Assemblée Générale des Nations Unies. D'ailleurs, dans les accords d'Oslo, Israël s'engageait à mettre ce thème au cœur des négociations sur le statut final. Certains – dont je ne suis pas – suggèrent de négocier la mise en œuvre de ce droit, toi tu vas jusqu'à remettre en question le droit lui-même...

d) Ta conclusion – et là tu brandis le drapeau noir du danger absolu, voire de l'hérésie totale: "l'ensemble de ces éléments présente à l'évidence (...) une certaine cohérence: la solution politique d'un seul Etat (en gras dans l'original, pour faire encore plus peur). " Tu le sais sans doute, l'idée d'"un seul Etat" ne me fait pas peur; comme pour la majorité des Palestiniens, elle me fait même rêver. Mais ici, dans ce débat sur sanctions et apartheid, ce n'est pas du tout la question, et tu t'en sers en fait uniquement pour délégitimer la campagne BDS. Les Palestiniens, et quasiment tous ceux qui les soutiennent, combattent pour un Etat Palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza. Tant que ce compromis semblera encore réalisable dans le temps court les Palestiniens se battront pour, et à nous de les soutenir pour l'obtenir. Ceci dit, de plus en plus de leaders Palestiniens – comme Nabil Shaath qui même à tes yeux n'est pas un rêveur gauchiste – commencent à affirmer haut et fort que la « porte d'opportunité » pour le compromis historique proposé par Yasser Arafat en 1988 (« deux Etats ») risque bientôt de se refermer. Appeler à des sanctions contre Israël, y compris son boycott, n'est pas antithétique avec la revendication pour un Etat palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza, mais, au contraire, un moyen pour la conquérir, en forçant l'Etat d'Israël à se retirer des territoires qu'il occupe.

e) Si on te lit en détails, tu voudrais en fait aller plus loin, et te servir du soutien au BDS pour casser l'unité, chèrement acquise, du mouvement de solidarité. Loin de te contenter d'écrire « BDS, non merci, la CGT est contre » tu écris : « Cette demande de ralliement (à la campagne BDS, MW) pose la question de savoir si nos objectifs, bien que différents, n'en sont pas moins compatibles, c'est-à-dire si la cohabitation- dans des plates-formes, des collectifs nationaux ou locaux, dans des actions et des déclarations communes – est un facteur d'efficacité ou au contraire un élément de brouillage du message ne favorisant pas les mobilisations et donc ne participe pas au renforcement du mouvement de solidarité pour une paix durable. » On ne saurait être plus clair, même si c'est un langage caduc et un positionnement plutôt déconnecté des rapports de forces réels dans le mouvement de solidarité. Ceci dit, c'est grave.

f) La dernière de tes justifications me concerne encore plus directement, en tant qu'acteur dans le « mouvement de la paix israélien » : « Les campagnes BDS puniraient le mouvement de la paix israélien (...) l'élément essentiel est de savoir ce que ces organisations (celles qui, en Israël, soutiennent le BDS) représentent par rapport au camp de la paix et par rapport à la population israélienne. » Concernant cette dernière interpellation ma réponse sera : par rapport à la population de mon pays, malheureusement très peu ; par rapport au « mouvement de la paix », malheureusement aussi, l'écrasante majorité, parce que le « camp de la paix » large, celui dont les militants se seraient certainement opposés au BDS, a littéralement cessé d'exister depuis une dizaine d'années. Je l'écris avec tristesse et un grand souci : les défenseurs du BDS sont, sans doute, majoritaires dans le mouvement de la paix, parce que tous les autres ont implosé, disparu, à la veille de la Seconde Intifada. Bref, le mouvement de masse qui avait eu ses heures de gloire pendant la guerre du Liban (1982-1985) et l'Intifada (1988-1990) est, pour reprendre le constat du chroniqueur du Haaretz Gideon Levy, « mort et enterré ». Nous en sommes, plus ou moins, réduits à ceux pour qui l'acronyme BDS ne fait pas peur. Le « mouvement de la paix israélien » ne serait pas puni par une campagne BDS, il l'a déjà été pour son soutien à Ehoud Barak au début de ce millénaire.

g) Mais au delà de ce constat politique se pose une question de principe qui avait déjà fait l'objet de clarifications importantes de la part de mouvements de libération tel que le FLN algérien ou l'ANC sud-africain : ce n'est pas le bien-être des mouvements de solidarité et leurs difficultés à convaincre la population de l'Etat oppresseur qui doit dicter la ligne des mouvements de libération, mais c'est plutôt à ces mouvements de solidarité d'« être solidaires » des choix de ceux qu'ils prétendent soutenir. C'est là un débat récurrent et qui, semble-t-il, nous sépare sur le fond. Ce qui n'exclut pas, bien entendu, et quelle que soit ta volonté de remettre en question « la cohabitation, les plateformes, les collectifs nationaux ou locaux, des actions et des déclarations communes », l'impérieuse nécessité de combattre ensemble.

le 12 août 2010

UJFP réflexion

ETAT D'ISRAËL CONTRE CITOYENS D'ISRAËL

Un épisode de la guerre d'usure contre les Bédouins

Aujourd'hui, un village entier a été détruit en Israël ; un village bédouin non reconnu : al-Arakib au nord du Néguev, à quelques kilomètres au nord de Beersheba, près de la route 40.

Des centaines de policiers et de membres des unités de Patrouille Spéciale, des bulldozers et des personnels de sécurité ont participé à l'opération. Trente militants de gauche de différentes régions du pays sont parvenus au site au dernier moment, en signe de solidarité avec les habitants et pour protester contre la destruction. Mais contre des forces si supérieures et si dissuasives, il n'y avait guère de chances. La police a créé une zone tampon entre les Bédouins et leurs maisons ; elle formait un mur humain entre les militants et habitants et les maisons – tout en arrêtant plusieurs militants. Les femmes et les enfants ont été expulsés de leur maison. Et puis devant les yeux des gens d'al-Arakib, les bulldozers ont détruit leurs maisons et leurs champs. (...)

L'ennemi intérieur

Alors pourquoi apporter cette destruction aux gens d'al-Arakib ? La veille même des démolitions, les récentes remarques du premier ministre Benjamin Netanyahou concernant le projet de Loi de Loyauté ont été publiées. Netanyahu a indiqué clairement sa position :

*« Nous sommes un État-nation, ceci veut dire que la souveraineté absolue du pays est réservée au peuple juif [...] Aujourd'hui, une campagne internationale est menée contre la définition d'Israël comme État juif. Je ne peux pas laisser les choses en l'état [sans un serment de loyauté révisé -G.A.], parce que nous sommes **attaqués** sur cette question. Le sens de ces attaques est que divers éléments sont susceptibles de demander leurs propres droits nationaux et les droits d'un État dans l'État d'Israël – au Néguev par exemple, s'il devient une région sans majorité juive. Ceci s'est produit dans les Balkans et constitue une **réelle menace** »*

Les mots sont clairs : l'État appartient aux Juifs, pas à tous ses citoyens. La pleine égalité civile de ses citoyens – individuelle et collective – constitue une menace. D'où l'effet miroir : une agression imaginaire (« attaqués », « réelle menace ») justifie une agression réelle. Les Bédouins du Néguev sont transformés en « réelle menace », parce que quelque chose pourrait s'y produire; Netanyahou ne dit pas quoi mais il se réfère aux Balkans. Il y a eu plusieurs cas de nettoyage ethnique dans les Balkans. Les partisans du nettoyage ethnique expliquent souvent qu'ils ne font que se défendre d'un groupe minoritaire, dont la simple existence est une menace à leurs yeux.

De quoi sont accusés les Bédouins ? Comment leur simple existence est-elle devenue une « réelle menace » ? Le Néguev, dit Netanyahou, pourrait devenir une « région sans majorité juive ». Quelle bonne blague ! vous pouvez aller d'une région à l'autre dans le pays et découvrir que dans une zone particulière en Israël il n'y a pas de majorité juive, par exemple entre Kafr Qara' et Umm al-Fahem, ou Sakhnin. Et alors, ne faut-il pas faire quelque chose contre cette menace ? Oui bien sûr, et on le fait ! Pensez au projet d'établir la ville d'Harish dans le Wadi 'Ara, pas pour résoudre la crise du logement que subissent les habitants actuels de la zone, ni dans le cadre de plans de développement bénéficiant à tous les habitants de la région, mais plutôt comme une tentative d'utiliser la crise du logement des ultra-orthodoxes comme une arme contre les habitants Arabes [Palestiniens] de la région – tout en empêchant en même temps les citoyens Arabes de se développer et d'étendre leurs propres communautés. Juste comme les colonies établies dans le nord pour encercler et diviser, pour combattre la « menace » des communautés arabes en Galilée.

C'est une guerre permanente, une guerre d'usure contre une partie des citoyens du pays, une guerre dont l'arsenal inclut les interdictions de construction et des ordres de démolitions et dont les soldats sont les inspecteurs des bâtiments et la Patrouille Verte.

Et alors que tout cela a lieu, on demande aux citoyens Arabes de faire leur service national et de prouver leur loyauté à un État qui n'est pas loyal envers eux. Il y a à peine quelques semaines, près du croisement Shoket dans le Néguev, dans un contexte de démolitions quotidiennes de maisons, un club de soldats Bédouins a été démoli. Alors, quel est le message ? Clairement : aucun service, militaire ou civil, ne garantira l'égalité des droits. Le Druze de Galilée [qui fait son service militaire] ne bénéficie pas vraiment de l'égalité, n'est-ce pas ?

UJFP réflexion

Évacuer, déplacer, expulser, construire, évacuer.

Alors pourquoi faut-il évacuer les gens d'al-Arakib ? Pourquoi sont-ils chassés ? Les habitants d'al-Arakib ne sont pas des 'envahisseurs' sur les terres d'État. Leur village existe depuis avant la fondation de l'État. Comme des milliers d'autres Bédouins Arabes du Néguev, ils ont été expulsés, évacués, déplacés 'temporairement', avec ou sans promesse d'être autorisés à revenir, pour une semaine ou pour six mois, mais en fait pour de bon – et puis leurs terres ont été confisquées. Le Néguev est plein de communautés bédouines évacuées et transférées vers différents emplacements. C'est facile pour l'État de croire que les Bédouins sont sans terre, que ce sont des simples nomades sans droits. C'est une fiction commode que l'État peut réciter pour justifier leur transfert forcé de lieu en lieu. En vérité, c'est l'État qui a retransformé les Bédouins en ce que Hana Hamdan a appelé un 'nomadisme forcé'.

On dit aux gens que l'État essaye de sédentariser les Bédouins, de les 'moderniser'. En réalité, c'est l'État qui s'active à les nomadiser à nouveau, en sabotant leur emprise sur leurs terres. Dans les villes où l'État essaie de les clôturer, tout en ignorant leur mode de vie, leurs traditions, leur culture, leurs droits – là, les Bédouins ne seront plus liés à la terre. Ils deviendront une source de travail bon marché.

Les Bédouins peuvent être transférés de place en place pour des raisons de sécurité nationale, comme au début des années 1950, puis être à nouveau transférés et pour des raisons de paix, comme à la fin des années 1970, après le traité de paix d'Israël avec l'Égypte, pour que de nouvelles bases de l'armée soient construites dans le Néguev. Ils peuvent être évacués pour des raisons d'environnement, parce qu'ils se sont établis sur des « espaces ouverts » – et puis les mêmes milliers d'hectares peuvent être alloués à des 'ranchers individuels', des ranchers juifs bien sûr, qui 'garderont les terres nationales', en s'établissant sur ces mêmes 'espaces ouverts'.

En réalité, sans même que le public l'ait remarqué, le 17 juillet, la Knesset a passé une des plus importantes pièces de la législation récente : une loi qui légalise rétroactivement des saisies massives de terres et de ressources, et des colonies non autorisées clairement illégales ; une loi qui alloue la terre à des intrus – mais des intrus positifs, les « aventuriers » Juifs qui ont établi des ranchs individuels pour eux-mêmes dans le Néguev.

Qui sont les intrus ?

Pour le bénéfice de qui il faut y évacuer les habitants d'al-Arakib ? Pour planter des forêts par le Fonds National Juif [KKL/FNJ -ndt]. Rien de moins. Évacuer des gens pour des arbres – les arbres, comme le Fonds National Juif a dû l'admettre, sont plantés sans plan directeur et sans raison environnementale ou agricole. Ce ne sont pas des arbres bénéfiques, mais plutôt des arbres intrus. Des arbres conçus pour assurer le contrôle.

On peut voir ce genre d'arbre ailleurs. On voit de tels arbres près des colonies en Cisjordanie, des centaines et des centaines de pousses, parfois simplement plantés dans leur pot, pour assurer l'emprise sur des champs où les agriculteurs Palestiniens sont interdits d'entrer. (...)

Les plans futurs pour le Néguev (Blueprint Negev) ont été préparés par une firme de consultants américaine, McKinsey & Company (la première firme de consultants privés dont les services aient été utilisés par l'armée israélienne) ; l'initiative a été menée par le Fonds National Juif des USA (JNF-USA). C'est un énorme partenariat entre l'État d'Israël et du capital privé étranger. Et pourtant, c'est eux qui osent exiger une loyauté, quand leur propre loyauté va pour des intérêts étrangers ! Est-il vraiment surprenant d'apprendre que Shimon Peres a mis en avant le plan avec tant d'enthousiasme ? On ne peut pas oublier l'autre partenaire : le projet est le 'bébé' du milliardaire de droite, président du FNJ-USA, Ron Lauder [fils d'Estée Lauder, et président du très sioniste Congrès Juif Mondial -ndt]. Et les nouveaux plans de colonisation sont développés par le FNJ en conjonction avec "Or – National Missions", dans le but de judaïser le Néguev et la Galilée.

Ceux qui ont assisté aujourd'hui à l'évacuation d'al Arakib peuvent facilement conclure par erreur et croire que les citoyens Bédouins d'Israël ne s'élèvent que contre les forces de sécurité. Ce n'est pas le cas. Ils s'élèvent pour leurs droits élémentaires. Mais ils font face à une coalition puissante qui travaille contre eux, composée à la fois des autorités de l'État et d'acteurs non étatiques – le FNJ et les forces de sécurité, les entreprises privées et les colons. Et nous devons nous tenir ensemble avec eux. (...)

Les gouvernements israéliens croient dans le remplacement des gens. Nous devons remplacer ce système – pas des gens qui vivent ici.

Gadi Algazi, 6/8/2010

texte intégral accessible en français sur le site de l'association israélienne arabo-juive Tarabut
page <http://www.tarabut.info/en/articles/article/al-arakib-demolished-fr>

UJFP action

Un bateau français pour Gaza

Le Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI), conformément à sa charte, lance l'initiative « Un bateau français pour Gaza ».

Au moment où Gaza est assiégée depuis plus de trois ans, les organisations du collectif national s'engagent à rejoindre la deuxième flottille de la liberté qui partira pour Gaza dans quelques mois en affrétant un ou plusieurs bateaux français.

En s'engageant dans cette voie pacifique, nous voulons aujourd'hui :

- Dénoncer et briser le siège israélien contre Gaza
- Promouvoir et faire respecter le droit international
- Répondre à la crise humanitaire que subissent un million et demi de Gazaouis

Conscient de l'ampleur de l'initiative et de son coût, le collectif développera cette campagne dans la transparence avec un souci d'élargissement et de coopération avec toutes les forces qui souhaiteraient s'y associer.

Le collectif met à disposition des citoyens ainsi qu'à tout donateur institutionnel le compte bancaire suivant pour soutenir ce projet :

Chèque libellé à MRAP/ Bateau pour Gaza France
à adresser au MRAP, 43 boulevard Magenta, 75010 Paris

Qui sommes nous ?

L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) a été fondée à Paris en avril 1994 - lors de la fête de Pessah de l'an 5754 – comme section de l'Union Juive Internationale pour la paix (UJIP) disparue depuis. Elle est aujourd'hui membre de la Fédération des Juifs européens pour une Paix juste (EJJJP). Conscients de nos histoires, nous assumons notre rôle d'agir pour « créer un monde meilleur ».

Le sionisme a abouti à la création de l'Etat d'Israël qui nie le peuple palestinien et ses droits.

Le conflit entre Israéliens et Palestiniens ne peut donc être résolu qu'en mettant un terme à la domination d'un peuple par un autre, par la mise en œuvre du droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien et du droit de créer son propre État indépendant. Aucune solution juste et durable n'est possible sans un retrait total d'Israël de tous les territoires qu'il occupe depuis 1967 et sans le droit au retour des réfugiés palestiniens.

La forme étatique que les peuples de la région établiront dépendra de leur volonté et de l'évolution de leurs relations. Nous militons pour qu'elles évoluent dans le sens de l'égalité des droits de tous les habitants, d'une coopération mutuelle et d'une justice sociale ouvrant la voie à la paix.

L'UJFP regroupe des membres, Juifs ou non, qui œuvrent ensemble

- pour le « vivre ensemble » en France comme au Proche Orient,
- pour que des voix juives laïques et progressistes se fassent entendre,

et sont partie prenante des combats contre tous les racismes et toutes les discriminations.

D'autres infos et notre agenda sur

www.ujfp.org

UJFP 21, ter rue Voltaire, 75011 Paris 06 68 12 78 21
e-mail: contact@ujfp.org

Directeur de publication: A. Rosevègue
imprimerie spéciale

SOUTENEZ LA SORTIE EN SALLE DU FILM *GAZA-STROPHE*



documentaire de Samir ABDALLAH & Khéridine MABROUK
(90 min., 2009)

production L'Yeux Ouverts/Cinémétéque
en partenariat avec le P.C.H.R (Palestinian Center for Human Rights)

Les réalisateurs Samir Abdallah et Khéridine Mabrouk sont rentrés dans Gaza le 20 janvier 2009, au surlendemain du cessez le feu annoncé après la dernière grande offensive israélienne, nommée «Plomb durci» et jour historique de l'investiture de Barak Obama. Abu Samer et Joker, deux militants du Centre Palestinien des Droits de l'Homme de Gaza, guident les deux réalisateurs tout le long de l'étroite bande de Gaza, sur les traces des chars israéliens. Des dizaines de témoins de la guerre israélienne de 22 jours contre Gaza (27 décembre 2008 au 18 janvier 2009) témoignent devant la caméra. Leurs récits frappent par la précision des faits et nous font entrer dans le cauchemar palestinien.

Ils dressent l'autopsie d'un massacre méthodique commencé en 1948, avec ses suites, en 1956, 1967, 1973, et quasiment tous les ans depuis. Mais nous nous sommes tenus loin des prêchi-prêcha victimaires et de tout misérabilisme : partout nous avons rencontré des gens debout, dignes, tout entièrement investis dans l'impérieuse nécessité de poursuivre leur existence, malgré tous les gouvernements de la mort qui se succèdent de l'autre côté de la frontière.

extrait du site du film *Gaza-strophe* où de nombreuses séquences du film avant montage sont visionables.

<http://www.gaza-strophe.com>

BON À RETOURNER

Je soussigné, Nom - Prénom

Profession

Organisme (s'il y a)

Adresse

Tel

Mail

souscrits à la sortie en salles de cinéma et en DVD du film «GAZA-STROPHE, le jour d'après...» de Samir Abdallah et Khéridine Mabrouk,
pour la somme de (Indiquer le montant du chèque) :

- ☐ PRE-ACHAT D'UN DVD pour usage en cercle restreint : 25 euros
- ☐ AMIS DE LA CINEMETEQUE : 50 euros
- ☐ AVANCE DE DROITS POUR PROJECTION PUBLIQUE (précisez le lieu et les dates souhaitées) : 100 euros
- ☐ SOUTIEN : à votre convenance

A envoyer avec votre règlement par chèque à l'ordre de : L'Yeux Ouverts : BP 624 - 92006 Nanterre cedex - France.

Tel : 00 33 (0)6 80 63 39 65 - site : www.gaza-strophe.com - email : contact@cinemeteque.com